ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2265

présenté par
M. Marleix

ARTICLE 6

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

I. – Après l'alinéa 11, insérer les trois alinéas suivants :

« Il est instauré dans chaque département une commission départementale de l'aide à vivre.

« Elle est composée par arrêté du préfet, après avis du président du conseil départemental et du président du conseil de l'ordre des médecins. Elle comprend notamment des représentants des associations d'aide à domicile, des associations de représentants du domaine des soins palliatifs, des associations caritatives, des associations de visiteurs médicaux et des représentants des cultes.

« Lorsque la personne qui souhaite accéder à l'aide à mourir en fait la demande expresse, la commission en est informée. Un entretien entre la personne et un représentant de cette commission est organisé dans un délai de dix jours. »

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à créer, dans chaque département, une commission de l'aide à vivre placée sous l'autorité du préfet et composée de représentants du secteur médico-social, associatif, spirituel et du soin palliatif.

Cette instance a pour mission d'intervenir de manière préventive et humaniste dans le cadre des demandes d'aide à mourir. En prévoyant un entretien systématique entre la personne ayant formulé

une telle demande et un représentant de la commission, cet amendement introduit un temps de dialogue, d'écoute et d'exploration des alternatives à la mort, dans le respect absolu de la volonté du patient.

Il s'agit d'un espace de réflexion et d'accompagnement, permettant d'informer la personne sur les aides humaines, sociales et médicales disponibles, souvent méconnues ou inaccessibles au moment où la demande est exprimée. Ce dispositif contribue à enrichir la procédure d'un regard plus global sur la détresse vécue, et à faire vivre un véritable choix, pleinement éclairé, entre l'aide à mourir et l'aide à vivre.